



Commission Episcopale Justice et Paix C.E.J.P. BURUNDI

Building de la Coordination de l'Action Catholique - Rue de la Mission
BP 7074 Bujumbura - Burundi - Tél. : +257 24 31 26 - Fax: + 257 24 77 04
E-mail: cejbdi@yahoo.fr



Rapport de mission sur les visites d'échanges et d'état des lieux de 8 CDJPs du réseau CEJP du 12 mars au 03 avril 2019



Photo SKA : Cathédrale de Ruyigi

Table de matières

Introduction	3
1. Objectives des visites et d'état des lieux	3
2. Programme du voyage et plan du travail	3
3. Echanges et état des lieux dans les 8 CDJPs	5
3.1 CDJP Ngozi	5
3.2 CDJP Muyinga	7
3.3 CDJP Ruyigi	11
3.4 CDJP Rutana	16
3.5 CDJP Bururi	19
3.6 CDJP Gitega	22
3.7 CDJP Bubanza	24
3.8 CDJP Bujumbura	26
Conclusion	29

Introduction

Dans le sens de l'approche participative de l'AGEH, s'est tenu l'atelier de planification ROMA pour le projet CEJP / AGEH en Octobre 2018 à Gitega. Cet atelier réunissait l'Evêque président, les membres du réseau CEJP, c'est-à-dire le secrétariat exécutif permanent de la Commission Episcopale Justice et Paix (CEJP) et les membres des 8 Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJPs).

Les représentants des 8 CDJPs avaient souhaité à ce que la coopérante basée à Bujumbura fasse des descentes sur terrain, afin de s'enquérir des réalités et des particularités de chacune d'elle. Cet exercice préalable aidera à bien définir les domaines de collaboration future.

C'était dans cet optique que la coopérante, Dr. Sandra Kafui Afanou (SKA), a commencé les visites sur terrain à partir du 12 mars 2019. Lors de la première étape, la coopérante a été accompagnée de Mlle Lyduine Ndiwokubwayo (LN) et Jean-Marie Nibitanga (JMN) ; à la seconde étape, c'est Mlle Sandra Ncuti (SN) et Mr Jean-Marie Nibitanga (JMN), qui l'ont aidé à finir les visites des CDJPs restantes.

1. Objectifs des visites d'échanges et d'état des lieux

Ces objectifs sont au nombre de 5 à savoir :

- Faire une première visite sur terrain des CDJPs du réseau CEJP et faire leur connaissance.
- Échanger et faire l'état des lieux de toutes les CDJPs visitées.
- Formuler les attentes et les souhaits des CDJPs envers la coopérante (cf. l'atelier de planification ROMA, octobre 2018).
- Définir et préciser les domaines de coopération.
- Définir les étapes suivantes ensemble avec la coopérante.

2. Programme du voyage et plan du travail

Date	Place	Activités	Remarques
		Mars 2019	
Mardi 12	Bujumbura	Départ de Bujumbura pour Ngozi	SKA, LN et JMN
Mercredi 13	Ngozi	A partir de 09 h visite et séance de travail (SKA, LN) avec l'équipe de la CDJP Ngozi	Après-midi, départ pour Muyinga (nuit à Muyinga)
Jeudi 14	Muyinga	A partir de 09 h visite et séance de travail (SKA, LN) avec l'équipe de la CDJP Muyinga et quelques membres de l'ODEDIM	Après-midi, départ pour Ruyigi (nuit à Ruyigi)
Vendredi 15	Ruyigi	A partir de 09 h visite et séance de travail (SKA, LN) avec l'équipe de la CDJP Ruyigi	Nuit à Ruyigi

Samedi 16	Ruyigi – Rutana	Arrivée à Rutana et premier contact avec l'Abbé Salvator Minani Départ pour la paroisse Kiguhi à Musongati	Rencontre avec les jeunes de la paroisse Kiguhi Nuit à Rutana
Dimanche 17	Rutana-Mpinga Kayove	Messe à la Paroisse Mpinga Kayove et échanges avec les membres de la CPJP Participation la journée paroissiale Justice et Paix	Nuit à Rutana
Lundi 18	Rutana-Kayogoro	A partir de 09 h rencontre avec l'équipe de la CDJP et séance de travail (SKA, LN) Dans l'après-midi départ pour Kayogoro	Nuit à Rutana
Mardi 19	Rutana	Visite de courtoisie et partage du petit déjeuner avec l'évêque Participation aux activités de la fête St Joseph à Rutana (SKA, LN, JMN)	Après-midi, départ pour Bururi (nuit à Bururi)
Mercredi 20	Bururi	A partir de 09 h visite et séance de travail avec l'équipe de la CDJP Bururi (SKA, LN)	Après-midi, départ pour Gitega (nuit à Gitega)
Jeudi 21	Gitega	A partir de 09 h visite et séance de travail avec l'équipe de la CDJP Gitega (SKA, LN) Visite du centre des sourds-muets avec l'équipe de la CDJP Gitega Visite du centre des aveugles à Gitega	Après-midi, départ pour Bujumbura
		Avril 2019	
Lundi 01	Bubanza	Départ pour Bubanza à 13 h Séance de travail à partir de 14 h (SKA, SN)	Retour le soir sur Bujumbura
Mercredi 03	Bujumbura	Rencontre avec toute l'équipe de la CDJP inclus Mgr. Anatole (SKA, SN)	

3. Echanges et état des lieux dans les 8 CDJPS

Les échanges et l'état des lieux ont été faits dans toutes les CDJPs du réseau dans la période du 12 mars au 03 avril 2019 (Ngozi, Muyinga, Ruyigi, Rutana, Bururi, Gitega, Bubanza et Bujumbura). On avait débuté des CDJPs éloignées pour finir plus près.

3.1 CDJP Ngozi

La réunion d'échange et d'état de lieux à la CDJP Ngozi s'est tenue le 13 mars 2019 au Centre pastoral où se trouvent les bureaux de la CDJP Ngozi. Il est à signaler que cette réunion a commencé avec un peu de retard dû à la distance très éloignée entre la paroisse du président, Abbé Liboire, et la CDJP.

Etaient présents :

- Abbé Liboire BARAMBARIZA, président de la CDJP
- Abbé Pasteur MINANI, conseiller de la CDJP
- Mr Pierre Claver NDINZURUVUGO, secrétaire permanent de la CDJP
- Mr Félix MUJAMBERE, comptable de la CDJP
- Mr Dieudonné NZEYIMANA, chargé de projets
- Mme Sandra Kafui AFANOU, coopérante à la CEJP
- Mlle Lyduine NDIHOKUBWAYO, logisticienne à la CEJP
- Mr Jean Marie NIBITANGA, chauffeur mécanicien à la CEJP



Photo SKA : Equipe de la CDJP Ngozi à l'entrée du Centre pastoral de Ngozi.

3.1.1 Historique

Après la prière d'ouverture conduite par Abbé Liboire, Mme Sandra Afanou pris la parole, salua les participants et fit une courte présentation de sa personne. Ensuite les membres de la CDJP Ngozi se sont présentés, ainsi que leurs fonctions au sein de la commission.

La coopérante expliqua qu'elle est en train d'honorer sa promesse d'octobre 2018 ; aussi que la visite d'échange et d'état des lieux fait partie de ses tâches. Selon elle, pour bien travailler ensemble, il faudra que les membres du réseau soient renforcés. Mais afin de renforcer les membres du réseau, il faudra connaître les problèmes et les besoins sur le terrain.

Mr Pierre Claver continua avec une brève historique de la CDJP, qui fut créée le 15 octobre 2001 par l'Evêque. Cette création intervint pendant la période où le Burundi traversait une crise depuis 1993 ; à Muyinga existait déjà un pareil mouvement en rapport avec la justice et la réconciliation qui s'appelait « NDUWAMAHO ».

Au lancement de la commission, 18 laïcs des 18 différentes paroisses étaient choisis. Ces 18 laïcs ainsi que les membres du bureau pastoral ont eu une formation de trois jours sur le thème intitulé « Rechercher et faire connaître la paix fruit de la justice ». Isaïe 32, 17.

Ces laïcs étaient choisis par secteur, c'est-à-dire par zone (par vicariat) ; il y a quatre vicariats.

Dans le passé, la commission avait noué des coopérations avec des organismes comme Global Rights, Care International, etc.

Mr Pierre Claver poursuivit que la CDJP a participé aux élections de 2010 par le biais la CEJP. Maintenant la CDJP n'a aucun partenariat direct. Elle continue à lutter et à évoluer progressivement ; elle arrive à couvrir toutes les paroisses du diocèse.

Actuellement, la CDJP mène différentes activités en rapport avec la bonne gouvernance, rapatriement, etc. ensemble avec la CEJP. Ils reçoivent des financements seulement via CEJP (AFEV, AVSI, CJP Belgique).

Lors de son second mandat, Mme Karin Roth, la coopérante AGEH auprès de la CDJP Muyinga, venait appuyer la CDJP Ngozi dans le domaine de renforcement de capacité du personnel.

De quoi a besoin la CDJP Ngozi pour aller de l'avant ?

3.1.2 Besoins et défis

Il est à noter que l'équipe de travail est petite et le gros du travail repose sur le secrétaire exécutif ; aussi la paroisse du président est très loin de la commission. Mr Pierre Claver dit que la CDJP Ngozi a besoin d'un assistant technique (coopérant) afin d'être appuyée dans la réalisation de certaines activités. L'Abbé Pasteur, conseiller de la Commission, est très occupé par l'hôpital, dont il est responsable.

Mme Sandra Afanou aimerait savoir quel sera le rôle de la coopérante ou du coopérant souhaité de l'AGEH ?

La réponse était qu'avec l'AGEH « nous avons besoin du soutien moral et si possible des formations de renforcement des capacités dans le domaine de l'élaboration et de la gestion des projets et de la mobilisation des fonds (fundraising). Avec les formations que nous aurons reçues, nous pouvons nous même écrire des projets et avoir des financements. »

Mr Pierre Claver a demandé si c'est possible, que l'AGEH trouve le temps pour bien leur expliquer la méthode ROMA.

La CDJP aimerait élargir les structures des comités Justice et Paix jusqu'à la communauté ecclésiale de base. Ces structures se trouvent déjà dans 18 paroisses et on aimerait que toutes les 26 paroisses du Diocèse de Ngozi aient ces structures.

La CDJP Ngozi aimerait encadrer aussi les jeunes d'aujourd'hui, qui selon Mr Pierre Claver « ont l'idée qu'après avoir terminé l'école secondaire, ils sont chefs et qu'ils sont au-dessus des autres. »

Il ajouta que pour le moment la CDJP a des structures qui essaient d'apaiser les cœurs des chrétiens, comme les CLGPs, les médiateurs et les parajuristes se trouvant dans 12 paroisses.

La CDJP rencontre quelques défis dans l'exécution de sa mission, à cause de la diversité des groupes composant la population, qui souvent n'ont pas la même vision. Le changement de comportement s'observe à l'approche des élections. La CDJP aimerait élaborer des projets en rapport avec la conscientisation de la population en période pré-électorale et créer de groupes scolaires Justice et Paix dans les établissements. En ce qui concerne les groupes scolaires Justice et Paix, il faut noter que quatre établissements ont été déjà ciblés. Comme défi, le suivi des structures déjà mises en place est un peu difficile ; il est important de les renforcer.

La CDJP émet le souhait d'avoir des documents légaux important à l'existence d'une institution.

La coopérante a voulu savoir comme les planifications sont faites, comment les réunions sont conduites ?

Ils ont dit qu'en fait c'est convenu, qu'ils doivent se rencontrer une fois par mois ; mais souvent ils ne le font pas. La coopérante a dit que c'est très important d'avoir des réunions mensuelles et de faire la planification.

Après les échanges, Mme Sandra Afanou demanda aux membres de la CDJP de se mettre ensemble et de faire la liste des priorités de leur institution et de lui envoyer par mail au plus tard le 21 mars 2019. Elle disait, qu'après avoir collectionné la liste des priorités de toutes les CDJPs, elle déterminera l'étape suivante.

Pour finir, la coopérante donna aux membres de la CDJP Ngozi quelques articles de visibilité de l'AGEH. La réunion fut clôturée par une prière de l'Abbé Liboire et suivie du repas de midi.

Après ce partage, l'équipe CEJP continua le voyage sur Muyinga dans l'après-midi vers 15 heures, où la seconde réunion était prévue pour le lendemain.

3.2 CDJP Muyinga

Le 14 mars 2019, la réunion commença à 09 h 30 par une prière dirigée par l'Abbé Isaac Karikurubu, secrétaire exécutif de la CDJP-Muyinga.

Après la prière, Mme Sandra Afanou, coopérante à la CEJP, remercia l'équipe et fit une petite présentation de sa personne et des objectifs de leur visite. Elle a dit qu'elle a travaillé dans plusieurs pays et elle est mère de deux enfants.

Les membres de la CDJP-Muyinga sont :

- Abbé Isaac KARIKURUBU

- Mr Innocent NKERAGUHIGA
- Mr Ferdinand, chargé de programme de l'ODEDIM
- Mr Guillaume NDIKUMWENAYO
- Mr Nestor MANIRAMBONA

L'Abbé Isaac a pris la parole et a expliqué qu'à Muyinga il y a une fusion de la CDJP et le bureau de développement, qui se nomme « ODEDIM ». L'ODEDIM a trois départements :

- Département des Programmes
- Département des Finances
- Programme Justice et Paix

La CDJP est dans le programme Justice et Paix. Après cette précision, l'Abbé accorda la parole à Mr Innocent Nkeraguhiga, qui est le plus ancien de la CDJP, afin d'exposer l'historique, la mission, les stratégies et les réalisations, etc.

3.2.1 Historique

« Tubane mu Mahoro! Twikwije Ubutungane! Vivons dans la paix ! (2 Cor. 13, 11) ! Revêtus de justice (Eph. 6, 14) ! ». C'est la devise de la Commission Diocésaine Justice et Paix du Diocèse Muyinga. C'est un organe pastoral d'étude, d'animation, de formation et de réflexion éthique sur l'évolution des systèmes politiques, économiques et sociaux, qui examine les problèmes liés à l'engagement des chrétiens dans la vie sociale, politique et économique. Elle s'intéresse particulièrement à la dignité de la personne humaine créée à l'image de Dieu comme fondement de la promotion et de la défense des droits inaliénable.

L'actuelle CDJP Muyinga fut fondée par Monseigneur Nterere en octobre 1994 en pleine crise socio-politique ; sous le nom de COMPARE (Comité de Pacification et Réconciliation), sur base du Concile Vatican II et de la Doctrine Sociale de l'Eglise. Sa mission était l'élaboration et l'exécution de mesures de secours en ce temps de crise socio-politique. En 1996, la CDJP est née avec la même mission que COMPARE, qui est : « Promouvoir une culture de droit, de justice et de réconciliation par l'éducation et la sensibilisation à la paix, la justice et la défense des droits humains à la lumière de l'Évangile et de l'enseignement social de l'église catholique ».

La CDJP a fait une amplification dans les différentes paroisses du diocèse, par la création des commissions paroissiales Justice et Paix ; aussi au sein des succursales et jusqu'à la Communauté ecclésiale de base. La paroisse organise d'une façon indépendante ses commissions.

3.2.2 Objectifs et les axes d'intervention

Les objectifs :

- Vulgariser le contenu de la doctrine sociale de l'église
- Sensibiliser et instruire les membres
- Constituer à partir des personnes sensibilisées des équipes ou comité d'acteurs bénévoles.
- Créer un système de réseau avec les structures gouvernementales, non gouvernementales (HCR, IRC, CNTB, éducation, la police, les Bashingantahe, les tribunaux, les maisons de détentions, suivi des détenus, forum des femmes, collaborations avec les communes)

- La pérennisation des résultats atteints (renforcement des capacités)

Les axes d'interventions :

- L'éducation à la paix et apostolat de la réconciliation
- La promotion de la justice sociale, des droits humains et de la bonne gouvernance
- Appui à l'harmonisation

3.2.3 Quelques projets exécutés par la CDJP Muyinga et activités

Depuis sa création, la CDJP Muyinga a exécuté beaucoup de projets avec différents partenaires dont :

- De 2000 - 2005 : Isange financé par USAID, dans les mains de Caritas Burundais en rapport des réfugiés : Identification des terres à problèmes.
- De 2009 - 2014 : AGEH (Karin Roth a fait le tour des paroisses afin d'identifier les besoins). Après elle a soutenu les paroisses via SILC/ Kamaramagambo, Ruhehe ; appuyé techniquement en donnant le matériel à la CDJP (équipement des bureaux) ; recruté le personnel notamment le comptable ; renforcement de capacités du personnel sur l'élaboration des projets, renaissance d'esprit de recherche ; enseigné la communication non violente aux écoles primaires et le projet du manger dans les cantines scolaires. NB : Le projet sur le repas dans les cantines scolaires a continué après la fin du projet. ODEDIM a commencé à encadrer les producteurs ; les cantines scolaires s'approvisionnent aujourd'hui chez les producteurs locaux. Même PAM achète ses denrées chez les producteurs locaux.
- 2005 - 2008 : Projet BD qui était basé sur la gestion pacifique des conflits.
- En 2012, CORDAID a contribué dans la gestion des conflits fonciers pour aider les vulnérables d'avoir les papiers légaux sur leurs terres.
- 2014 - 2016 : MMH, mise en place de structures des CLGPs (communes Bugabira et Murore).
- 2016 - 2018 : Missio, violations des droits humains aux écoles.
- Etc.

Aujourd'hui la CDJP exécute des projets avec Missio ; aussi ensemble avec la CEJP et AVSI.

Le charge de programme, Mr Innocent, nous informa qu'ils sont dans l'année jubilaire et que l'accent est mis sur le domaine de paix et réconciliation. La CDJP prévoit de mener des activités en rapport avec Justice et Paix et compte former les curés et aussi les médiateurs en rapport avec l'écoute et l'accompagnement des victimes du passé (1968 et 1972, 1993). Mr Innocent disait : « Ici au Burundi on n'a pas fait le deuil et ça reste dans le cœur ce qui fait qu'il y a toujours la vengeance ». Une autre activité serait la sensibilisation de toute la communauté de Muyinga sur les problèmes psycho-sociaux et éveiller la conscience pour la paix et la réconciliation.

La CDJP célèbre chaque fois au mois de juillet la journée Justice et Paix. Mr Innocent est membre de CVR et disait en tant que chrétien : « On connaît beaucoup de fosses communes, les burundais se taisent, ils n'aiment pas dire la vérité, mais je pense qu'un jour on saura la vérité, on va inciter la population à se demander le pardon entre eux. »

Mme Sandra Afanou a intervenu et a souligné qu'il y a beaucoup de conflits dans toutes les communautés, pas seulement au Burundi. Alors pour pouvoir construire le futur, il faut travailler et tirer des leçons du passé. Elle utilisa un adage ouest-africain pour appuyer cela. Aussi elle donna l'exemple de l'Allemagne qui a aussi une histoire lourde, où le travail sur le passé continue jusqu'à

aujourd'hui. Elle ajouta que la construction de la paix et le travail de réconciliation ne se font pas en un jour ; c'est un travail de longue haleine, toute fois il faut commencer par les petites choses, communiquer avec les enfants, les entourages, leur enseigner que la paix commence par soi-même.

La Coopérante a demandé à la CDJP de présenter ses priorités, afin de définir ensemble les domaines de la collaboration. Enfin, elle s'était intéressée à l'ODEDIM pour comprendre le fonctionnement et sa date de création. On l'informa que l'ODEDIM existe depuis 2009 et bientôt il va fêter 10 ans.

3.2.4 Les priorités présentées par la CDJP

Elles sont les suivantes :

- Renforcement de capacité dans l'élaboration du plan stratégique de la CDJP.
- Formation sur les écoutes et la gestion pacifique des conflits.
- Sensibilisation de la population pour qu'ils s'imprègnent de la paix et la réconciliation.
- Renforcement des capacités en technique d'élaboration et de mobilisation des fonds (fundraising) pour la CDJP et le personnel de l'ODEDIM et l'Economat.
- Production des modules en rapport avec l'organisation et l'intégration de la CDJP à l'ODEDIM ; règlement d'ordre intérieur.
- Formation des APS et des médiateurs au niveau des paroisses, accompagnées des modules de formation.
- Visibilité des activités (site web pour favoriser les moyens de communication).
- Renforcement de capacité en Anglais.
- Journée de Justice et Paix dans les paroisses.
- Enseignement des droits humains dans les écoles et création des commissions Justice et Paix dans les paroisses et au moins dans quatre écoles, afin que ces écoliers enseignent eux-mêmes à la population (à travers les théâtres).

Mme Sandra Afanou a demandé que les priorités soient revues ensemble et envoyé par mails avec le chronogramme jusqu'au 21 mars 2019.

Mr Ferdinand a pris la parole et a souligné que la justice et la réconciliation doivent commencer dans la famille. Dans ce sens, l'ODEDIM et la CDJP ont fait une approche sur le genre ; ils enseignent ensemble des couples ; cela donne un bon résultat dans les ménages. Sur les collines, il y a des ménages, qui ont eu la formation et deviennent eux-mêmes des médiateurs pour d'autres couples qui ont des conflits.

La réunion fut clôturée par une prière à 12 h 30 et suivie du partage du repas de midi.

A 15 h, l'équipe de la CEJP quitta Musinga pour Ruyigi



Photo SKA : Equipe de la CDJP Muyinga et l'ODEDIM-Caritas.

3.3 CDJP Ruyigi

Le 14 mars 2019, Mme Sandra Afanou, coopérante de la CEJP, accompagnée de Mlle Lyduine Ndiokubwayo, logisticienne, et Mr Jean- Marie Nibitanga, chauffeur mécanicien, arrivaient en fin d'après-midi à Ruyigi, où ils ont été accueillis par Abbé Bernard Cubwa.

Le lendemain le 15 mars à 9 h 30, la réunion d'échanges a commencé dans une salle du centre pastoral par la présentation des membres de la CDJP :

- Abbé Bernard CUBWA, aumônier Justice et Paix.
- Mr Juvénal NDAYIZEYE, point focal du projet Rapatriement.
- Mr Daphrose NSENGIYUMVA, coordinateur pour animation dans les écoles.
- Mr Léonidas NDARIYE, coordinateur du programme de Consolidation de la Paix dans le processus de réconciliation.
- Mr Léonard NIYONZIMA, coordinateur adjoint pour le programme de Consolidation de la Paix.
- Mme Fidès, coordinatrice programme de Consolidation de la Paix.

Membres absentes : Mme Brigitte Kinunda, qui est en retraite ; Mme Félicité, qui est en congé postnatal et Mme Evelyne, qui est en congé prénatal.

Après cette présentation, les visiteurs se sont aussi présentés. Ensuite Mme Sandra Afanou a continué en rappelant l'objectif de sa visite. Elle a signalé que l'AGEH n'est pas un partenaire financier mais un partenaire de personnel, qui se charge de renforcement de capacité de ses partenaires dans plusieurs domaines. Cette intervention fut suivie de l'historique de la CDP par l'Abbé Bernard Cubwa et Mr Juvenal Ndayizeye.



Photo SKA : Le président et les membres de la CDP Ruyigi.

3.3.1 Historique de la CDP Ruyigi

La CDP Ruyigi a vu le jour en 1997 au moment où le pays était en crise socio-politique. La situation de crise avait provoqué la tuerie entre le peuple. Le Diocèse, ne voulant pas croiser les doigts à cette époque, a mené des actions diverses, en rassemblant les gens qui étaient dispersés, en leur donnant des enseignements en rapport avec la réconciliation.

Les premières initiatives avaient pour objectif la promotion des droits humains comme contribution au retour à la paix. La CDP a travaillé sur cette orientation jusqu'en 2008.

Comme la situation s'améliorait de plus en plus, le personnel de la CDP a vu qu'il fallait emprunter une autre voie qui pourrait être plus salutaire pour le peuple de Dieu en général et pour la population du diocèse de Ruyigi en particulier. C'est la voie de la réconciliation.

Au niveau pontifical, autour des années 1960, on avait commencé à se préoccuper des droits humains avec le Concile Vatican II. Ainsi la Commission Pontificale Justice et Paix est née. C'est autour des années 1980, que les commissions Justice et Paix étaient fondées (pendant la période du Pape Jean Paul II).

A Ruyigi, avec la crise de 1993 qui a emporté beaucoup de vies humaines, l'Abbé Thaddée a mis en place en 1997 une petite équipe en rapprochant les gens qui étaient dispersés dans plusieurs coins. Les mécanismes de justice transitionnelle étaient une préoccupation primordiale pendant la première phase des actions proposées pour aborder la thématique de la réconciliation. Il fallait arriver à parler de ce qui s'est passé, à extérioriser le mal vécu et arriver à se pardonner. Petit à petit on voyait la réussite de cette méthode. Les présumés auteurs demandaient pardon et les victimes acceptaient le pardon. On voulait que les gens cessent de vivre en juxtaposition afin de construire une société rénovée, bâtie sur les valeurs de vérité, de pardon, de la réconciliation et de l'acceptation mutuelle.

L'étape qui a suivi concernait l'amélioration du dialogue entre les composantes de la société comme voie du rapprochement communautaire. On a amené les gens à échanger sur le passé douloureux et à faire une analyse sociale, afin de tenter la lecture commune de l'histoire.

A ces étapes, le pardon était au centre des conférences et débats qui ont été organisés dans toutes les paroisses. Les témoignages exprimés publiquement étaient basés sur l'octroi du pardon pour les crimes subis. C'était le partenaire allemand MISEREOR qui finançait ces activités.

Mme Sandra Afanou a dit que « Dealing with the past » (travailler le passé) est très important et si vraiment la population parvient à se dire la vérité sur ce qui s'est passé, la réconciliation est plus facile, toute fois cela demande du temps.

Mr Juvénal a continué et a dit : « Nous voulons que la population soit une population bien réconciliée, qui donne du pardon du fond de leur cœur. Mme Sandra Afanou a donné l'exemple de l'Allemagne, dont l'histoire est très lourde mais ils sont depuis des années sur le travail du passé. Ils sont parvenus à dire la vérité sur les choses passées. C'est un travail très dur, mais il faut l'amorcer. » L'AGEH va travailler aussi sur le thème « dealing with the past ».

3.3.2 Les projets, les domaines d'intervention et les défis

Mme Fidès a intervenu pour signaler que la CDJP se préoccupe aussi des jeunes. Les jeunes sont manipulés par les politiciens qui sont mal intentionnés. Depuis 2014, avec le Projet Cordaid, ils faisaient des SILC.

En 2015, les jeunes ont reçu des micro crédits de 500'000 FBU ; ce sont des crédits solidaires. La CDJP n'a réussi ces activités que dans six paroisses seulement. Ils travaillent avec les 500'000 FBU, quand ils ont fait des bénéfices, ils remboursent le montant emprunté. Il faut signaler, que ces jeunes viennent avec leurs plans de projet, avant que le crédit leur ait donné ; la CDJP fait le suivi.

On travaille aussi avec les élus locaux sur les notions de la redevabilité, la participation citoyenne, la bonne gouvernance et la cohésion sociale.

Il existe aussi des sections scolaires Justice Paix. Mais pour le moment, nous n'avons pas de financement et il nous est difficile de former d'autres sections. Il faudra faire la formation des formateurs, comme ça, ceux qui sont déjà formés forment d'autres groupes.

Mme Fidès a dit que si les jeunes ne sont pas occupés, ils font des choses qui ne sont pas bonnes à la population et même ils sont utilisés par les politiciens mal intentionnés. Elle ajouta que dans leur CDJP, ils réalisent pas mal d'activités mais il paraît que peu de gens le savent.

Dans ce sens, Mme Sandra Afanou a fait savoir que souvent en Afrique, et aussi au Burundi, on est humble et on ne sait pas se vendre. Aussi, il faudrait apprendre à plus écrire, car les écrits restent et les paroles s'envolent.

Mr Léonidas a pris la parole en disant que pour qu'il y ait la réconciliation, il faut :

- connaître la vérité
- connaître l'histoire
- la poursuite pénale
- la réparation
- monuments pour montrer qu'il ne faut pas reprendre
- aller voir les monuments et on y met des histoires

Mr Juvénal a ajouté : « Nous réalisons beaucoup de choses, mais on ne les communique pas par manque de moyens. Il faut des fiches de bonne pratique. Nous sommes en train de travailler, mais nos activités ne sont pas connues. Les personnes extérieures et même la CEJP ne savent pas tout ce qu'on fait. Même la CEJP n'a pas de documents actualisés. Ils utilisent des documents que Mr. Nahimana Rémy a fait à l'époque. Mme Sandra Afanou a donné des conseils qu'il faut écrire parce que les écrits restent toujours. »

Les quelques partenaires de la CDJP sont :

- MISEREOR de décembre 2018 à novembre 2020
- SCCF : cohésion sociale
- HCR : rapatriement ; monitoring de droits humains
- CJP Belgique : couvre deux communes dans la province Cankuzo et deux communes dans la Province Ruyigi.

L'Abbé Bernard ajouta que la CDJP travaille plus sur les droits humains en unissant les gens. Ils ont dit d'être arrivé à de bon résultat, parce qu'en 2015, il n'y avait pas beaucoup de violences alors qu'avant il y avait beaucoup de violences dans le diocèse. On s'informait et on essayait d'éviter qu'il n'y ait pas des débordements.

La coopérante informa avant la clôture de la séance, que d'ici au mois de mai, si tout va bien, le réseau Justice et Paix aura son site web fonctionnel. Ainsi chaque CDJP, membre du réseau, aura une place pour sa visibilité. Seulement il faudrait que chaque CDJP nous envoie périodiquement des articles et des photos afin d'alimenter le site. Aussi il y aura une formation après le lancement officiel. Mme Sandra Afanou a informé qu'elle fera le suivi, en ce qui concerne la production des articles.

Après cela, les membres de la CDJP se sont mis ensemble pour travailler sur leur liste de priorités.

3.3.3 Les priorités formulées par la CDJP Ruyigi

Pour cette année 2019, les priorités sont :

- Le renforcement des capacités de l'équipe de la CDJP sur le cycle de projet, le travail en réseau, l'écoute empathique et comment travailler sur le passé (dealing with the past).

- Soutenir la capitalisation de nos actions et de nos projets (nous aider à produire des modules, des fiches de bonne pratique, des dépliants, etc.).

Pour les deux autres années de coopération, les priorités sont :

- Le renforcement des capacités en esprit entrepreneurial, techniques de résolution pacifique des conflits, communication non violente et la non-violence active.
- Le renforcement des capacités des jeunes sur la culture démocratique.
- Nous aider à avoir un appui financier pour accompagner les victimes d'injustice.
- Nous aider à avoir un appui financier pour accompagner et soutenir les Batwa.
- Nous aider à avoir un appui financier pour soutenir les jeunes et développer en eux l'esprit entrepreneurial et affronter leur résilience socio-économique.
- Renforcement des capacités des commissions paroissiales Justice et Paix en dynamique de groupe.

Cette liste des priorités fut remise à la coopérante le soir, après le travail en équipe des membres de la CDJP. Le matin du samedi 16 mars 2019, Mme Sandra Kafui, Mlle Lyduine Ndiokubwayo et Mr Jean-Marie Nibitabga continuaient leur voyage sur Rutana.



Photo SKA : Jean-Marie et Lyduine avec deux membres de la CDJP Ruyigi devant la cathédrale de Ruyigi.

3.4 CDJP Rutana

Aussitôt à leur arrivée à Rutana, Mme Sandra Afanou, Mlle Lyduine Ndhokubwayo et Mr. Jean-Marie Nibitanga se mirent en route avec l'Abbé Salvator pour la première visite.

3.4.1 L'association « Twitezimbere » des jeunes sans emploi de la Paroisse Kiguhu



Photo SKA : Le président de l'association des Jeunes « Twitezimbere » présentant l'association aux visiteurs.

Monsieur l'Abbé Salvator Minani présenta les jeunes de l'association « Twitezimbere » au curé de la paroisse, ainsi que Monsieur Nicaise, le président de la CPJP de la paroisse Musongati.

Tout d'abord, le président de la CDJP Rutana adressa des remerciements aux jeunes qui étaient présents et leur dit qu'il a apprécié le travail qu'ils ont fait lors de la descente de suivi de Mr Antoine Hasabumutima et Mlle Sandra Ncuti de la CEJP. Ensuite c'était le tour du curé de la paroisse, qui a dit aux jeunes, qu'il est heureux d'apprendre qu'il y a des jeunes dans sa paroisse qui œuvrent dans le cadre de l'Apostolat Justice et Paix. Aussi dit-il être content d'accueillir les visiteurs venus de Bujumbura. Le curé ajouta, qu'il ne connaissait pas encore vraiment le groupe des jeunes sans emploi regroupés en association pour lutter contre la pauvreté. Il continua en disant : « Dans notre Paroisse, nous voulons que les jeunes soient dynamiques, se mettent ensemble en groupes associatifs pour la même cause, mais je souhaite que les associations formées durent longtemps, car souvent les associations n'ont pas de longue durée de vie ».

L'Abbé Salvator Minani a pris la parole et a dit : « Quand Mme Sandra Afanou m'avait dit au téléphone qu'elle aimerait aller dans les paroisses et voir ce qui se fait à la base, j'ai pensé directement à la paroisse de Musongati, parce qu'ils font du bon travail ».

Après cette intervention, ce fut le tour de Mme Sandra Afanou et son équipe de se présenter et de remercier l'Abbé de leur avoir donné cette possibilité de rencontre et d'échanges avec les jeunes sans emplois.

Le président de l'association, Mr Prospère, a pris la parole pour expliquer pourquoi et comment ils se sont mis en groupement associatif. Il a dit : « Après nos études et étant sans travail, au lieu de rester dans la rue, nous avons vu qu'il faut se mettre ensemble et former une association. Nous nous sommes regroupés afin d'échanger sur les idées en rapport avec l'agriculture et l'élevage. Maintenant nous avons une vache, 15 chèvres, 3 moutons et leurs petits. Nous avons aussi une pépinière pour la multiplication des semences EWE BURUNDI URAMBAYE ».

Mlle Francine a continué l'énumération des biens de l'association (10 poules, 5 porcs et leurs 16 petits, les champs de choux, d'haricots et de maïs, etc.).

Au début, l'association était composée que des garçons, maintenant des filles y adhèrent. Aujourd'hui il y a 5 filles et 20 garçons. L'association aide ses membres dans la construction de leurs maisons ou par de petits crédits.

Comme chaque organisation jeune, l'association des jeunes de la paroisse de Musongati, ont certains défis à relever. Par exemple, ils manquent de fonds pour acheter les médicaments pour le bétail ; il y a des problèmes pour l'écoulement des produits à cause de moyens de déplacements, etc.

Les jeunes ont affirmé avoir bénéficié d'un petit appui technique du diocèse de Gitega en matière du travail associatif. Ils souhaiteraient d'autres formations en gestion de projet, etc.

Le curé ajouta qu'il n'a pas d'expérience dans l'accompagnement des associations, alors il souhaiterait, que les associations soient aidées, afin qu'elles durent longtemps (50 ans et plus), ceci parce qu'il observe souvent des associations qui durent deux ou trois ans et après elles disparaissent.

La coopérante a remercié les jeunes pour leur courage et leurs efforts et leur a dit qu'elle verra ensemble avec l'Abbé Salvator Minani, comment arriver à les aider dans les domaines des formations.

3.4.2 La journée Justice et Paix de la paroisse Mpinga Kayove

Le 17 mars 2019, l'équipe de la CEJP se rendit avec le président de la CDJP à la paroisse Mpinga Kayove pour la célébration de la journée Justice et Paix. Après la messe, il y a eu une rencontre de discussion et d'échange avec quelques membres de la Commission Paroissiale Justice et Paix (CPJP), les médiateurs, les CLGPs, les parajuristes et l'association CLA, en présence de l'Abbé vicaire de la paroisse Mpinga.

➤ La CPJP de Mpinga:

Mr Aloys, le président de la CPJP, dit que la commission a été mis en place en 2004 et avait comme mission : asseoir la paix et la justice sociale ; venir en aide aux personnes vulnérables et procéder à renforcer la cohésion sociale et enfin assurer la médiation et la résolution pacifique des conflits fonciers et sociaux.

L'aide aux personnes vulnérables est difficile par manque de moyens. Les membres de CPJP se rencontrent une fois par mois, c'est-à-dire chaque samedi du mois, pour définir ensemble les priorités à faire.

➤ **Les CLGP de Kayove**

Mr Levis, membre de CLGP et membre de la CPJP, a dit que les CLGPs aident la population et qu'ils ont de la crédibilité auprès de celle-ci. Aussi la population, qui ne connaissait rien avant sur leurs droits et leurs devoirs, réclame leurs droits aux autorités et collabore avec les chefs de collines. Les dirigés et les dirigeants se mettent ensemble pour discuter des problèmes quotidiens de leur localité.

➤ **Les CLA Mpinga Kayove**

Ils ont expliqué que les membres épargnent une somme qu'ils se sont fixé eux même. Le montant rassemblé sert à se donner des crédits mutuels pour de petits projets. Ils ont dit que cette méthode aide à retenir les jeunes dans la région, parce qu'avant ils allaient en Tanzanie pour chercher du travail.

Leur vision est de travailler ensemble pour aller de l'avant. Cette association jeune d'une année travaille en collaboration avec l'administration locale. Il compte pour le moment 500 membres répartis en trois groupes dont 300 filles et 200 garçons. Pour être membre, il faut payer une contribution d'adhésion de 100 FBU.

Dans ce regroupement, il y a aussi une association formée pour les femmes dont les maris sont partis en Tanzanie. Il paraît que souvent quand ces hommes arrivent en Tanzanie, ils n'envoient rien à leurs familles.

Le président de la CPJP conclut en disant, que les bénéficiaires sont contents de services que nous leur rendons. Ensemble on peut résoudre les problèmes.



Photo SKA : Curé de la paroisse de Mpinga Kayove avec son équipe et les visiteurs devant la vierge marie à Mpinga Kayove.

3.4.3 Visite à Kayogoro

Dans l'après-midi du 18 mars 2019, le président de la CDJP Rutana, la coopérante et Mlle Lyduine NNdihokubwayo se sont rendus à Kayogoro pour rencontrer les comités de CLGPs, les parajuristes et les médiateurs. Après une brève présentation, les représentants de ces trois groupes ont exposé les défis dans leur travail à la coopérante et son équipe. Ils ont aussi fait un bref aperçu de leurs domaines d'interventions (dans les conflits familiaux et fonciers). Ces trois groupes travaillent en bonne collaboration, par exemple lorsque les médiateurs ont des problèmes dans la résolution d'un conflit, ils demandent des conseils aux parajuristes ou bien leur envoient le cas en question.

Avant la messe de célébration de Saint Joseph, le 19 mars 2019, Mme Sandra Kafui Afanou et son équipe ont été reçus par l'Evêque Bonaventure. Après les festivités, ils ont quitté Rutana pour Bururi.

3.5 CDJP Bururi

A notre arrivée à Bururi, le 19 mars 2019 au soir, nous avons été reçus par Mr Tharcisse Uwayezu, avant que le président de la CDJP, Abbé Novat Ndayishimiye ne vienne.

Le 20 mars 2019, l'équipe de la CEJP, avant de commencer la séance d'échanges et des états des lieux, présenta ses civilités à l'Evêque du Diocèse Bururi dans son bureau. La réunion proprement dite a commencé à 09 h 40 par une prière de l'Abbé Novat Ndayishimiye, président de la CDJP-Bururi.

Etaient présents dans la réunion :

- Abbé Novat NDAYISHIMIYE, président de la CDJP-Bururi
- Paul Emery MANANIYONKURU, secrétaire exécutif
- Mr Tharcisse UWAYEZU, comptable
- Mme Sandra AFANOU, coopérante
- Lyduine NDIHOKUBWAYO, logisticienne

Après la prière, le président de la CDJP Bururi a souhaité la bienvenue aux visiteurs. La coopérante rappela l'objectif de la visite, de même que le souhait des CDJPs lors de l'atelier de planification ROMA en Octobre 2018. Aussi a-t-elle précisé, que c'est toujours important pour elle de prendre contact avec ses partenaires de travail et d'aller les voir chez eux.



Photo SKA : Séance de travail avec l'équipe de la CDJP Bururi dans les bureaux de celle-ci à l'évêché de Bururi.

Le président de la CDJP a repris la parole pour décrire brièvement l'organigramme de la CDJP. Il est suivi du secrétaire exécutif qui fit l'historique de la CDJP Bururi, sa localisation (Ouest Bujumbura, Nord Gitega, Est Rutana, Sud-Est Tanzanie, Sud-Ouest Congo), ses activités, les groupes cibles ainsi que les perspectives d'avenir.

Il est à constater qu'actuellement la CDJP Bururi n'a aucun partenaire ; pour l'exécution des projets propres, à part ceux exécutés ensemble avec la CEJP, il s'agit du projet BBB et du projet Rapatriement.

Activités réalisées et défis

Concernant les activités réalisées par le passé, la plupart n'ont pas pu couvrir toutes les paroisses comme souhaité. Cela est dû suite au fait des différents partenaires, qui n'étaient pas restés longtemps. La CDJP Bururi avait eu un coopérant de l'AGEH, qui était resté que pour 2 ans et demi. Le temps de cette coopération avec l'AGEH avait permis :

- de renforcer les capacités organisationnelles du bureau de la CDJP ;
- de former des membres de la CDJP et des CPJPs, soit un représentant par paroisse, sur la médiation, le code foncier, le code des personnes et de la famille ainsi que le code pénal.

La formation sur les codes foncier et de la famille est d'autant plus importante, car on observe que la plupart des conflits qui existent dans le diocèse sont surtout des conflits fonciers et familiaux. Une petite enquête dans les tribunaux d'instance a mis en exergue, que les pourcentages des conflits fonciers sont très élevés : par exemple, Mugamba 90%, Matyazo 75%, Kaganza 88%, 77 % à Murago, Butwe 72%, Bururi 66%, et Rumonge 72%.

Pendant la période du partenariat, une formation de 5 jours sur la médiation et sur le code foncier a pu faire dans 5 paroisses à savoir Buyengero, Murago, Makamba, Nyanza Lac et Kibago. Cette formation de 5 jours a coûté trop chère, si bien que la CDJP a été obligée d'écourter la durée de 5 jours à 2 jours dans 3 paroisses (Bururi, Rutovu et Rumeza). Après la formation a été arrêtée et seulement 8 paroisses sur 23 ont été formées.

Au temps de la présence du coopérant AGEH, CDJP Bururi a pu mettre en place des programmes radio pour la paix, théâtre-forum (pièce présentée dans 6 paroisses : Bururi, Minago, Canda, Kigwena, Mabanda et Muyange) et faire l'éducation à la paix dans 5 écoles seulement (Lycée Communal Kajabura, Lycée Christ Roi de Buyengero, Notre Dame de Lourdes de Rumeza, Lycée Communal Saint Pierre à Makamba et Lycée Reine des Apôtres de Kaganza). On souhaiterait réaliser d'autres pièces théâtrales notamment sur les conflits fonciers et sur les conflits familiaux.

Le partenariat CDJP-MMM Hollande a permis de mettre en place des CLGPs (Comités Locaux de Gouvernance Participative) fonctionnels dans 6 communes sur 15 communes. La coopérante voudrait savoir si les CLGPs mis en place et formés ne pourraient pas donner des formations dans les autres communes. Il a été précisé que les CLGPs sont des structures à caractères sociaux-politiques sensibles, intervenant dans la vie quotidienne sociale et politique et c'est parfois délicat d'utiliser la méthode de formation des formateurs.

Mme Sandra Afanou a signalé qu'elle est en contact avec le coordinateur d'EIRENE Grands Lacs. Elle a promis de continuer les échanges afin d'analyser la faisabilité d'organiser des activités en commun. Elle donnera le feedback après avoir rencontré le coordinateur, Mr Sy.

La coopérante informa les membres de la CDJP sur les travaux conceptuels du site web du réseau CEJP qui se présentera en trois langues à savoir le Kirundi, le Français et l'Anglais. Ce site permettra la visibilité de la CEJP et des CDJPs et on aimerait faire le lancement officiel fin mai 2019.

La réunion a été clôturée à 13 h par des paroles de remerciement de la part du président de la CDJP Bururi et suivit du déjeuner. Après le partage du repas de midi, l'équipe prit la route pour Gitega.



Photo SKA : Mlle Lyduine et l'équipe de la CDJP- Bururi dans la cour de l'évêché de Bururi.

3.6 CDJP Gitega

Le 21 mars 2019 à 09 h 30, la Coopérante, Mme Sandra Afanou, Mlle Lyduine Ndiokubwayo et Mr Jean-Marie Nibitanga furent accueillis par l'Abbé Jean Berchmans Nibitanga, secrétaire de l'ODAG, avec les membres de la CDJP Gitega.

Après avoir brièvement décrit les domaines d'interventions de Caritas (l'ODAG), le secrétaire de l'ODAG remit la parole à l'Abbé secrétaire exécutif de la CDJP, qui devrait se rendre à une autre réunion. Le secrétaire exécutif de la CDJP adressa un mot de bienvenu à l'équipe de la CEJP et donna la parole à Mr Henri Hakizimana, qui est le plus ancien parmi les membres de la CDJP, pour faire la présentation de la CDJP.



Photo JMN : Séance de travail dans l'archidiocèse de Gitega avec l'équipe de la CDJP Gitega.

Monsieur Hakizimana dit que la CDJP est une structure de l'Archidiocèse de Gitega ; elle travaille en étroite collaboration avec d'autres organes du diocèse pour le développement intégral de l'homme « créé à l'image de Dieu ». Elle existe depuis avril 1998 et était intégrée dans l'Economat général. Depuis 2011 elle est ensemble avec l'ODAG. L'équipe de la CDJP Gitega est composée de cinq personnes (l'Abbé secrétaire exécutif ; Mr Henri Hakizimana, secrétaire permanent ; Mme Suavis, comptable ; Mme Gateretse Sylvie, secrétaire, et Mr Frédéric Neyimana, chauffeur).

L'archidiocèse a 48 paroisses avec deux rectorats et couvre trois provinces (Gitega 11 communes ; Karusi 7 communes et Mwaro 6 communes). Dans toutes les 48 paroisses existent des CPJPs.

La CDJP Gitega fait des planifications ensemble avec l'ODAG. Chaque lundi se fait la planification hebdomadaire par service. Le secrétaire exécutif dit qu'ils ont déjà la planification annuelle, mais que le document se trouve chez l'Archevêque pour approbation. Il profita pour remercier l'AGEH, qui en la personne de Mme Karin Roth avait aidé à faire le profil de la CDJP.

Comme défi, il y a le problème du personnel insuffisant, le manque de moyen de déplacement, le problème de fonds propre. Maître Claire, l'avocate conseil à la CDJP Gitega, a dit que parmi les cas qu'elle doit traiter, il y a ceux qui sont loin, par exemple à Karusi ou à Mwaro. Par faute de moyen de déplacement, elle n'arrive pas à y aller et par conséquent le service fourni est incomplet. Statistiquement, Me Claire a dit qu'elle traite trois cas par mois. Les victimes pensent que comme la CDJP a une avocate conseil, elle peut leur venir en aide à tous les niveaux, mais ce n'est pas possible à cause du manque des moyens financiers. Me Claire essaie de former les gens sur le code foncier et sur le code de la personne et de la famille.

Après les interventions des membres de la CDJP, Mme Sandra Afanou pris la parole pour repréciser comme l'AGEH travaille. Elle distribua aux participants une photocopie sur les tâches de la coopérante, tirée du document final de la planification Roma d'octobre 2018.

Comme dans les autres CDJPs, la coopérante a demandé à la CDJP Gitega de faire une liste de priorités et de leurs attentes de la coopérante et de le lui envoyer par mail jusqu'au 25 mars 2019.

Le secrétaire exécutif de la CDJP a promis qu'ils vont faire la liste des priorités. Mme Sandra Afanou a informé le groupe sur la question du site web du réseau CEJP et a dit, qu'elle reviendra à eux, en ce qui concerne les articles à publier et autres. La première partie de la réunion est clôturée à 12 h 30. Ensemble avec l'équipe de la CDJP Gitega, on partagea le déjeuner à midi.

Dans l'après-midi, une visite a été faite d'abord au centre des sourds-muets et après aux centre des aveugles. Après les échanges et des photos avec les enfants handicapés, l'équipe de la CEJP quitta Gitega vers 16 h pour Bujumbura.



Photo SKA : Les enfants aveugles en train de chanter pour les visiteurs venus de Bujumbura.

3.7 CDJP BUBANZA

Dans le but de clôturer les visites d'échange et d'état des lieux des deux CDJPs restantes, Mme Sandra Afanou, coopérante de l'AGEH à la CEJP, accompagnée par Mlle Sandra NCUTI de la CEJP, se sont rendues à la CDJP Bubanza le 01 avril 2019. L'objectif de la visite était en premier lieu la prise de contact avec les membres de la CDJP Bubanza, échanger avec eux, clarifier les souhaits et attentes et définir ensemble les domaines de collaboration et les priorités de la CDJP Bubanza.

3.7.1 Déroulement de la visite et historique de la CDJP Bubanza

La séance débuta par une petite prière conduite par le secrétaire exécutif, Abbé Georges, qui ensuite salua les visiteuses et les remercia d'être venues les voir.

La parole est donnée à la coopérante, qui fit une petite présentation de sa personne. Elle dit être au Burundi depuis septembre 2018, envoyée par l'AGEH, une organisation Allemande de coopération qui travaille avec l'Eglise Catholique. Elle a souligné que ce qui est bien à l'AGEH est qu'on n'utilise pas le système d'hélicoptère, c'est plutôt une méthode participative et de partenariat d'égal à égal. Le réseau CEJP avait fait une demande de coopération en personnel auprès de l'AGEH, qui recherche un coopérant/une coopérante dont le profil répond à la demande.

Maximum trois mois après l'arrivée de la personne dans le projet, on doit faire un atelier de planification Roma sous la direction du PSE AGEH, afin de planifier avec le partenaire le projet. C'était ce que nous avons fait en octobre 2018 avec tous les membres du réseau CEJP. Donc cette visite dans les huit CDJPs avait été demandé lors de cet atelier. La coopérante dit qu'elle est contente de pouvoir faire ces visites et de remarquer elle-même les défis et particularités de chaque CDJP.

L'Abbé Georges le président de la CDJP Bubanza, a donné parole au secrétaire permanent, Mr Elie Bisakumbwa, l'ancien de la CDJP (19 ans de service) pour donner un résumé de l'historique. Officiellement la mouvement avait commencé en janvier 2003 avec l'accord de l'Evêque Ntarwarara, avec une équipe restreinte, composée d'un président (Monseigneur Théogène Murwuwundi), d'un secrétaire permanent (Mr Elie Bisakumbwa) et d'une secrétaire comptable qui a démissionné en janvier 2018.

Jusqu'à la mission de la CDJP n'était pas bien définie. C'est pour cette raison, qu'ils ont dû recourir à la CDJP Muyinga et à la CDJP Ruyigi qui avaient commencé plutôt. Il a fallu attendre jusqu'à 2010 pour entrer dans la logique des projets avec la CAFOD dans le cadre d'un projet sous-régional regroupant les pays frontaliers dont le Burundi avec le diocèse de Bubanza, le Rwanda avec le diocèse de Cyangugu et la RDC avec les diocèses d'Uvira et de Bukavu.

Le projet avec le partenaire CAFOD a pris fin en juin 2013 ; après on a commencé un programme avec l'organisation hollandaise « MM Hollande », qui travaillait dans le cadre du renforcement des capacités des commissions paroissiales Justice et Paix. Le travail concernait la résolution pacifique des conflits, le renforcement des capacités et la connaissance sur les textes de lois, comme le code de la famille, le code foncier, mais aussi sur les principes de la bonne gouvernance. Le partenariat avec l'ONG hollandaise a pris fin en décembre 2016.

Présentement, la CDJP Bubanza n'a pas de partenaire propre, mais exécute le projet DUKIRE TUBANE en réseau avec la CEJP. Ce projet a débuté en janvier 2018 et prendra fin en mars 2020.

Après cette présentation, Mme Sandra Afanou a voulu savoir, s'il y a des commissions Justice et Paix dans toutes les 113 paroisses ? Étaient-elles mises en même temps ou progressivement ? Et encore si la CDJP exécute un projet propre à ce moment ? La réponse était que chaque paroisse a une CPJP, aussi dans chaque succursale. La création des CPJP a été progressive.

3.7.2 Les défis relevés et souhaits

Le secrétaire exécutif a précisé que suite au manque de fonds propres pour couvrir les frais de déplacements, les grandes distances entre les paroisses et le bureau de la CDJP ne permettent pas une bonne collaboration avec les membres des CPJPs.

Mr Gaston, le coordinateur des projets, a dit que les CPJPs ont été un peu délaissées du fait aussi que la CDJP manquait du personnel, car deux personnes ne pouvaient pas s'occuper des projets et en même temps des CPJPs.

La CDJP est une organisation de plus de 15 ans d'existence mais n'a pas de plan stratégique. Ceci constitue un handicap pour l'avancement de son travail. Pour cette raison, la CDJP a besoin d'un appui au niveau des projets. Elle aimerait vulgariser et former les leaders locaux sur le compendium de la doctrine sociale de l'église et aussi faire des dépliants contenant un petit résumé du compendium.

Après ces souhaits, Mme Sandra Afanou informa les membres sur le projet site web du réseau CEJP et demanda à l'équipe de se rassembler afin de faire une liste des priorités de la commission et la lui envoyer jusqu'au 05 avril 2019. Mr Gaston prit la parole et demande un délai plus long, car ils avaient beaucoup d'autres rapports à soumettre dans les jours à venir. L'Abbé Georges a clos la réunion de visite, tout en remerciant Mme Sandra Afanou pour sa visite et pour son engagement. Après une photo de famille fut prise avec les membres de la CDJP Bubanza et vers 17 h 15 Mlle Sandra Ncuti et Mme Sandra Afanou reprenaient la route pour Bujumbura.



Photo JMN : Séance de travail avec l'équipe de CDJP Bubanza.

3.8 CDJP BUJUMBURA

La dernière visite d'échange eu lieu le 03 avril 2019 à la CDJP Bujumbura. Cette rencontre a vu la participation de tout le staff de la CDJP sous la direction de Mgr. Anatole Ruberinyange, secrétaire exécutif de ladite CDJP. Les échanges ont porté sur l'historique de la CDJP, les souhaits des membres du réseau CEJP lors de l'atelier de planification ROMA en octobre 2018 les défis, etc.

3.8.1 L'historique de la CDJP Bujumbura

Après la prière, le secrétaire exécutif, Mgr. Anatole Ruberinyange, a invité la coopérante, Mme Sandra Afanou, de se présenter. Après les membres du staff de la CDJP Bujumbura se sont présentés aussi. Comme dans les autres CDJP, la coopérante a décrit les objectifs de sa visite et la manière de travail de l'AGEH. Elle n'avait pas besoin de trop expliquer les procédures de l'AGEH, car la CDJP Bujumbura avait eu déjà deux fois des coopérants de l'AGEH. Elle a rappelé seulement les décisions prises des CDJP en octobre 2018, lors de l'atelier de planification ROMA.

Mgr. Anatole lui-même fit l'histoire de la CDJP Bujumbura, qui était créée en 2002. Après sa création elle a connu une certaine croissance jusqu'en 2009. Elle a eu un appui de l'AGEH par une succession de coopérants, notamment Mme Natalie Peters et puis Mr Audace. Ces coopérants avaient appuyé la CDJP au niveau de la structure et du renforcement institutionnel. La CDJP doit être présente et effective dans tout l'archidiocèse. La CDJP a des commissions paroissiales Justice et Paix et des commissions scolaires Justice et Paix.

La CDJP exécute un projet dans les paroisses ensemble avec le diocèse de Cyangugu (Rwanda) et le diocèse d'Uvira (RDC). Il s'agit du projet COSOPAX, avec des femmes commerçantes. Ce projet prendra fin en septembre 2019.

Un autre projet exécuté à l'intérieur du pays était financé par CAFOD et maintenant par MISEREOR. Il concerne la cohésion sociale. Ici, on utilise les SILC, qui permettent aux gens de se réunir régulièrement. Lors des réunions périodiques, on procède à l'enseignement de différents modules sur l'édification de paix, la promotion de la cohésion sociale ainsi que la solidarité.

Présentement, la CDJP Bujumbura exécute trois projets :

- le projet DUKIRE TUBANE de l'USAID, appuyé par CRS en partenariat avec le secrétariat exécutif permanent de la CEJP et la CDJP Bubanza,
- le projet Building Bridges Burundi (BBB) intitulé « promouvoir la cohésion sociale, la sécurité humaine et la résilience pour la jeunesse burundaise et les communautés locales »,
- le projet Rapatriement, volet Monitoring, un projet du HCR exécuté avec la CEJP.

En 2010 une équipe de réflexion Justice et Paix était créée, qui compte actuellement 40 personnes. Cette équipe de réflexion a pour mission :

- appuyer la conscientisation mutuelle,
- faire comprendre l'Apostolat Justice et Paix,
- faire comprendre et vulgariser la doctrine sociale de l'église,
- faire comprendre la situation que vit le pays et voir dans quelle mesure on peut intervenir pour faire asseoir la justice et la paix.

Il est à signaler que cette équipe de réflexion est à ses débuts et le processus d'installation n'est pas encore fini.

Mme Sandra Afanou a voulu savoir, si la CDJP a instauré des CPJPs dans les paroisses. Si oui, combien ? Aussi, quel est l'effectif des commissions scolaires ? La CDJP Bujumbura a des commissions dans chaque paroisse, 19 commissions scolaires et 14 commissions dans les universités.

3.8.2 Les défis

Comme défis il y a :

- Manque de fonds propres pour continuer à appuyer les différents membres des commissions paroissiales.
- Manque de continuation de travail au niveau des commissions universitaires

3.8.3 Les souhaits

- Concernant l'équipe de réflexion, la CDPJ Bujumbura voudrait avoir un appui de la CEJP qui pourrait même prendre en main cette équipe de réflexion.
- Dans les paroisses jusqu'à la base, on devrait former des piliers de paix en matière de justice et paix pour animer les paroisses, une sorte de mouvement qui serait permanent et avec une dynamique de renouvellement.
- Les membres des commissions devraient être formés et outillés au niveau de l'Apostolat Justice et Paix pour pouvoir endiguer ce genre de tribulations et de violences dans le pays.

Le secrétaire exécutif a remercié la présence de la coopérante de l'AGEH, en précisant combien il était ravi de la visite et que c'était un grand pas de collaboration avec la CEJP.



Photo de famille avec l'équipe de la CDPJ Bujumbura dans les enceintes de l'archidiocèse de Bujumbura.

Conclusion

Cette initiative de prise de contact et d'échange avec les membres des 8 CDJPs du réseau CEJP m'a permis d'avoir des informations de premières sources et d'avoir une idée des défis et du travail qui m'attend. Je suis très satisfaite à cause des discussions ouvertes et sincères avec les représentants des CDJPs.

Je profite ici aussi pour remercier le SEP de la CEJP de m'avoir donné des gens (Mlle Lyduine Ndiokubwayo, Mlle Sandra Ncuti et Mr. Jean-Marie Nibitanga) pour m'accompagner.

Aussi je remercie ces collègues, qui ont pris des notes, qui m'ont permis la rédaction de ce rapport.

Bujumbura, le 13 avril 2019

Dr. Sandra Kafui Afanou
Coopérante AGEH auprès de la CEJP